

## Conseil d'administration

Mardi 28 novembre 2023, de 15h00 à 17h00

*En visio-conférence et à Cités Unies France*

---

### Compte-rendu

---

*Accueil par le président.*

- Remerciements aux participants
- Présentation de l'ordre du jour

#### 1. Adoption de l'ordre du jour et du compte-rendu du CA du 25 avril 2023

- Le compte-rendu de la réunion du CA du 25 avril 2023 est adopté
- L'ordre du jour est adopté

#### 2. Actualités générales de l'association

##### a. Informations générales

##### ✓ Cotisations :

Jean-Claude Dardelet, adjoint au maire de Toulouse, trésorier

- Avec près de 847 000 Euros d'entrées de cotisations cette année, la tendance est à la hausse en cette année 2023. C'est le résultat, entre autres, d'un travail entrepris de clarification de la plus-value de l'adhésion à CUF et de ciblage de notre campagne d'adhésion.
- Remerciements à l'ensemble des administrateurs pour leur confiance et de leur soutien
- Nous comptons sur les membres du CA pour mobiliser vos contacts dans le cadre de la campagne d'adhésion 2024 !

##### ✓ Partenariat AFD : évolution du soutien de l'AFD de l'instrument « COPAR » à l'instrument FICOL :

- Suite à un long dialogue, l'AFD et CUF sont en passe de signer une nouvelle convention, dans le cadre de l'instrument FICOL d'un montant plus élevé : 445 000 sur 2 ans (à la place de 250 000 sur 2 ans)
- Cette convention portera sur un soutien au dispositif DCOL uniquement (malgré une demande de soutien sur des sujets plus larges), qui évolue dans son contenu comme dans son suivi avec une demande d'organisation RH différente
- Point d'attention sur le soutien aux RAICT qui n'est pas inclus dans cette convention FICOL

##### ✓ En interne

- CUF s'est doté d'une nouvelle salle de réunion équipée de la visio dans les locaux de CUF
- Un dialogue est en cours autour d'une révision sur l'accord d'entreprise lié au temps de travail
- Deux départs, deux arrivées au sein de l'équipe de CUF

*Remarques questions :*

- Des administrateurs s'inquiètent de la capacité de la structure à suivre l'ensemble des activités en raison des évolutions des attentes des bailleurs et des changements au sein de l'équipe technique
  - ➔ L'adaptation à ces évolutions est en cours d'étude par la direction en lien avec le BE de CUF

**b. Actualités des activités (groupes-pays, dynamiques thématiques, fonds de solidarité, DCOL, RAICT, lien avec CGLU...)**

Le président présente quelques éléments saillants des activités de CUF

**i. Les activités géographiques :**

**✓ Forte mobilisation autour du Sahel :**

*Parole à Benoît Pilet, vice-président de CUF, président de la dynamique Sahel*

- Nous avons rencontré avec Bruno Belin, président du groupe-pays Burkina Faso, sénateur, la DAECT sur l'interprétation de la décision française d'arrêt de l'APD
- Lors des RAICT, le 18 septembre, nous avons tenu une réunion dédiée au « sentiment » anti-français qui a fait ressortir qu'il s'agissait davantage d'un rejet politique de la politique sahélienne de la France que des coopérations existantes
- Lors des RAICT, toujours, nous avons réuni les collectivités engagées dans la zone pour partager les informations alors disponibles sur la mise en œuvre de cette décision
- Nous avons ensuite, à l'issue d'une réunion entre membres du BE et présidentes et présidents de groupe-pays de la zone et avons ensuite rédigé un communiqué : <https://cites-unies-france.org/CUF-Communique-du-20-octobre-2023-L-Afrique-de-l-Ouest-et-le-Sahel> que nous avons diffusé au réseau
- Nous avons sollicité un RDV auprès de la ministre, sollicitation restée sans réponse à ce stade
- Nous avons eu un échange avec Coordination Sud (plateforme des ONG françaises sur ce sujet)

*Pour rappel sur la situation :*

*Si le MEAE/ DAECT nous a dit (à l'occasion des différents échanges que nous avons eus avec eux) qu'aucun écrit ne serait fourni sur ce sujet, les dernières conclusions sur lesquelles nous sommes toujours, sont les suivantes :*

- *Il n'y a plus de co-financement public de l'Etat français aux projets de coopération décentralisée des CT françaises dans la zone*
- *Les CT peuvent continuer d'entretenir une coopération décentralisée dans la zone sachant :*
  - *qu'un risque juridique existe (pour le MEAE il n'y a pas de contradiction avec la politique étatique française, mais quid de l'interprétation du juge sur ce sujet si toutefois il était interpellé) ;*
  - *qu'un risque sécuritaire est identifié (les 3 pays sont passés très largement ou totalement en « zone rouge »)*
  - *qu'un risque financier existe (les financements publics étatiques étant coupés, quid de la capacité de poursuivre ces projets sans cet appui ?)*

Le président de la dynamique Sahel regrette le peu de retour de la part de la ministre sur les différentes interpellations qui ont été adressées et le peu de reconnaissance de la coopération décentralisée.

Par ailleurs : une mission du groupe-pays Mauritanie à Nouakchott la première semaine de décembre

#### ✓ Mobilisation autour du conflit au Proche Orient

- Lancement d'un **groupe-pays Palestine** à la demande de nombreuses CT du réseau CUF, dans un contexte très sensible
  - Réunion pendant les RAICT
  - Communiqué
  - Vœu diffusé aux CT du GP Palestine
- Report des Assises Israël initialement prévues mi-février fortement envisagé, une réunion de groupe-pays Israël le 7 décembre

#### ✓ Plusieurs réunions de décryptage géographiques et thématiques :

- Maroc, Arménie...
- Les chroniques géo-politiques, avec l'appui de Dorothee Schmidt, chercheuse à l'IRIS
- un temps de décryptage des politiques de l'UE avec les « ateliers de l'UE »

#### Remarques, questions des administrateurs :

- veiller à penser les activités en bonne intelligence avec les autres réseaux pour mettre en synergie les activités et éviter les redondances
- sur le Proche-Orient, chercher à mettre en résonance les deux groupes afin de valoriser les valeurs de paix du réseau
- interrogation sur le groupe ODD ; ce groupe s'est concentré sur des activités permettant de souligner la façon dont l'Agenda 2030 faisait évoluer l'AICT française, en s'appuyant sur des études, analyses et formations actions. En lien avec le BE, il a été décidé de ne pas poursuivre le suivi de ce sujet via un groupe constitué mais d'interroger notamment via les dynamiques

thématiques à CUF, via le renforcement de la dimension plaidoyer de CUF, la contribution de la coopération décentralisée à l'atteinte des ODD.



## **ii. Les fonds de solidarité :**

- Ouverture, à la demande des adhérents de 3 fonds de solidarité, afin de répondre à la volonté des CT d'exprimer leur solidarité dans des situations de crise :
  - Turquie
  - Maroc
  - Territoires Palestiniens

## **iii. Le DCOL :**

Pour rappel : un dispositif qui permet la mise à disposition d'experts pour l'élaboration de stratégie de relations internationales ou le montage de projets.

Du fait de l'évolution de l'outil de financement, décalage dans le temps du lancement du prochain DCOL, certainement au mois de mars

N'hésitez pas à préparer vos demandes d'appui, sur chacune des 3 dimensions :

- ✓ Appui à l'élaboration d'une stratégie internationale
- ✓ Appui au montage de projets
- ✓ Appui au renforcement de la dimension résilience climatique dans votre AICT

## **iv. RAICT :**

- ✓ Tenue des RAICT 2023 : remerciement pour votre participation et implication !
- ✓ En 2024, vraisemblablement au Pavillon d'Armenonville, les 23 et 24 octobre 2024

### Remarques, questions des administrateurs :

- Proposition de profiter du changement de lieu pour permettre une évolution du format de l'événement (format de la plénière, organisation des ateliers...)
  - Veiller à une qualité de contenu pour chacun des ateliers
  - Veiller à un accueil protocolaire plus qualitatif (ce qui sera rendu plus facile par le changement de lieu)
  - Garantir une meilleure visibilité des micro-ateliers
  - Solliciter des étudiants pour améliorer l'accueil
  - Il est rappelé que l'équipe de CUF compte 13 personnes pour accueillir plus de 600 personnes en 2 jours avec des moyens financiers très réduits.
  - Envisager une thématique autour de la reconstruction ?
- ➔ Plusieurs administrateurs sont prêts à participer à la réflexion sur un format renouvelé des ateliers. Ils seront invités à le faire prochainement.

## **v. Plaidoyer**

- ✓ **En France :**

- Organisation d'un événement majeur à l'Assemblée Nationale le 3 juillet dernier : les suites envisagées : **les RDV de la diplomatie des territoires** au Sénat et à l'Assemblée Nationale
- D'autres démarches sont en cours en direction du parlement : Sollicitation en cours pour une audience auprès de la commission affaires étrangères AN (avec l'appui de la ville de Voiron), participation à une séance parlementaire autour de la situation au Proche-Orient en présence des hauts représentants des Nations Unies sur les droits de l'homme

✓ **Et à l'international :**

**Dans des événements organisés à l'étranger, par exemple :**

- Participation de CUF, représenté par Céline Papin, adjointe au maire de Bordeaux au Forum des Gouvernements locaux UE – Amérique Latine en novembre à Barcelone, dans le cadre de la dynamique Amérique Latine et Caraïbes
- Participation de CUF représenté par deux élus du réseau (Céline Papin (adjointe au maire de Bordeaux) et Alassane Guissé (adjoint à la maire de Nantes) au Sommet Climate Chance à Yaoundé sur le renforcement des politiques de développement local durable, en lien avec la dynamique climat.

**Avec la constitution d'un groupe de plaidoyer au sein de l'organisation mondiale CGLU**

A noter : la tenue d'un événement important à venir à l'automne 2024 : *Sommet pour le futur de l'humanité*, voulu par le secrétaire général des Nations Unies qui se tiendra fin septembre 2024 pour repenser la place des collectivités territoriales au sein de l'architecture internationale. Les contributions envoyées par CGLU au secrétaire General des Nations Unies comme « contribution des collectivités locales au Sommet du Futur » prennent en compte également les propositions de CUF<sup>1</sup>.  
N'hésitez pas à rejoindre ce groupe de travail !

*Pour rappel : un groupe d'élus actifs au sein de CGLU (CM et BE de CGLU) porte la voix des collectivités françaises avec CUF dans différentes instances (notamment CGLU) et rdvs internationaux. Ce groupe d'élus a pu récemment représenter CUF dans 2 rdvs importants :*

- **Fin septembre à New York**, au sein de l'Assemblée Générale des Nations Unies, pour participer à deux journées dédiées à l'engagement des collectivités territoriales pour l'Agenda 2030 et pour la définition d'un nouveau multilatéralisme. Lors de ces 2 journées, organisées par CGLU et l'alliance globale des collectivités territoriales, **en marge du sommet des Etats sur les ODD**, ils ont pu défendre l'engagement des collectivités territoriales françaises et de Cités Unies France dans **la promotion de la coopération décentralisée comme outil fondamental pour la localisation des ODD**
- **En octobre, à Konya en Turquie** où, lors du dernier Conseil mondial de CGLU, les élus de CUF ont été officiellement nommés au sein des 5 conseils politiques de l'organisation mondiale et porteront notre plaidoyer pour : *redéfinir les finances et l'économie pour l'égalité, défendre des Territoires résilients et régénératifs, promouvoir Gouvernance multiniveaux et repenser Multilatéralisme local et diplomatie des villes*

<sup>1</sup> « La nature transformatrice et préventive de la diplomatie des villes et le renforcement de la coopération décentralisée peuvent jouer un rôle central dans le maintien de la paix en encourageant la solidarité entre les communautés et en maintenant le dialogue au-delà des périodes de conflit ».

### 3. Echanges sur les impacts du contexte international pour les collectivités

Burkina, Niger, Mali, Arménie, Palestine, Israël : comment s'adapter à des contextes de crise ?  
Comment maintenir un engagement international ?

**Quelles attentes à l'égard des collectivités et de CUF dans ce contexte ?**

Ressenti interne à CUF sur les attentes des collectivités à l'égard de Cités Unies France :

- ✓ Des attentes et terme de décryptage de situations complexes
- ✓ Des attentes autour d'action de plaidoyer
- ✓ Des attentes pour agir via CUF : fonds de solidarité

**Dans ce contexte international très sensible, les attentes, partant de ce que vous vivez dans vos collectivités, évoluent-elles vis-à-vis de CUF ?**

Remarques des administrateurs :

- Renforcer notre expertise sur certains sujets pour mieux les valoriser (*cf ce qui est développé dans le cadre des dynamiques thématiques*)
- Poursuivre des temps de décryptages
- Renforcer la dimension politique de CUF, réseau d'élues et élus
- Prioriser les sujets, identifier les combats
- Utiliser le réseau / le collectif pour peser plus fort sur les sujets que nous souhaitons défendre
- Valoriser notre communication avec de tribunes, renforcer la visibilité de l'AICT française

L'ensemble de ces remarques peuvent guider l'action de CUF pour faire reconnaître le rôle et l'importance de l'engagement international des collectivités territoriales, reconnaissance actuellement mise à mal.

### 4. Evolution de la DAECT (et reconnaissance de l'AICT au sein du MEAE)

Des évolutions sont en cours au sein du MEAE auxquelles CUF prête une attention très particulière.

Ces évolutions au MEAE conduiraient à la disparition de la DAECT en tant que délégation. L'information est à confirmer dans les prochains jours : nous passerions d'une « Délégation » à un « Bureau de l'AICT ». Cette fusion de la DAECT avec la Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats (DGM/CIV) aboutirait à une délégation « Territoires et Société civile » qui se mettrait en place courant 2024.

L'incidence de cette décision est encore à préciser sur la reconnaissance de l'AICT au sein du MEAE et l'évolution des instruments financiers.

Des questions se posent également sur l'avenir de la CNCD, dont la prochaine réunion n'est pas encore arrêtée.

NB : les collectivités sont également représentées au sein du CNDSI (Conseil national et développement et de la solidarité internationale). Toutefois les règles de gouvernance de cette instance (un titulaire, pas de suppléant et un manque de coordination du collège des collectivités territoriales) rendent très compliquée la participation des collectivités. Une évaluation du CNDSI (pour ses 10 ans d'existence) est en cours et soulèvera cette difficulté de représentation du collège des collectivités.

Questions / remarques des administrateurs :

- CUF peut proposer un courrier commun avec les associations de pouvoirs locaux (AFCCRE, France Urbaine...) pour en savoir davantage et alerter sur les risques d'une disparition de la DAECT.



**5. Prochaines échéances**

L'AG de renouvellement sera organisée au mois de mai / juin lors de laquelle le CA sera renouvelé. Dans les mois précédents l'AG seront envoyés les projets de manifestation pour se présenter pour être administrateurs.